

AVIGNON

Ville d'exception

DGA Pilotage des ressources et de la performance Pôle des affaires juridiques

DECISION : Le Maire de la Ville d'Avignon

AVIGNON, le 03 MARS 2026

Le Maire de la Commune d'Avignon

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 2122.22, 16ème alinéa,

Vu la délibération du 04 juillet 2020 portant délégation d'attributions du Conseil Municipal à Madame le Maire pour « agir devant toute instance ou juridiction française au nom de la Commune et d'intenter les actions en justice en défense »,

Vu l'arrêté municipal 19 janvier 2026 portant délégation de signature de Madame le Maire à Madame Caroline CAUGANT, directrice du pôle juridique,

Vu la requête présentée par Monsieur FEBRIER Patrick devant le Tribunal Administratif de Nîmes, enregistrée le 4 novembre 2024, visant à obtenir l'annulation de la décision du 11 octobre 2023 modifiant son régime indemnitaire, ainsi que de la décision explicite de rejet de son recours gracieux en date du 19 août 2024. Il demande également qu'il soit ordonné à la Commune d'Avignon de tenir compte de l'erreur de calcul de son IFSE individuelle, de procéder à la régularisation de cette IFSE avec l'édition d'un nouvel arrêté, et de lui verser le rappel rétroactif correspondant à l'IFSE ainsi modifiée.

Considérant qu'il y a lieu de recourir à un avocat spécialisé.

DECIDE :

ARTICLE 1^{er} : De mandater Me Jean-Luc MAILLOT, Cabinet MAILLOT Avocats Associés, 215 Allées des Vignes, 34980 Montferrier-Sur-Lez, afin de défendre les intérêts de la Commune d'Avignon dans l'affaire qui l'oppose à Monsieur Patrick FEBRIER, devant le Tribunal Administratif de Nîmes.

Dossier n°2404285-2

ARTICLE 2 : La présente décision sera exécutoire à compter de la date d'enregistrement de son dépôt en préfecture et de sa publication ou de sa notification au tiers intéressé. Elle peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Nîmes dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de la notification du document contractuel.

Le Tribunal Administratif de Nîmes peut aussi être saisi par l'application information « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie est chargé de l'exécution de la présente décision.

Cette décision sera portée à la connaissance du Conseil Municipal lors de sa plus proche réunion.

Pour le Maire,
Par délégation,
La Directrice du Pôle des Affaires Juridiques,
Caroline CAUGANT

Parvenu en Préfecture le 06/03/2026
Publié le 09/03/2026

